

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par Mme Armelle STURM

☎ : 02.32.76.53.96

☎ : 02.32.76.54.60

✉ : ArmelleSTURM@seine-maritime.pref.gouv.fr

11 OCT. 2004

ROUEN, le

LE PREFET
De la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

**Société C.B.S.
EU**

Prescriptions Complémentaires relatives à la réalisation d'une surveillance des eaux souterraines

VU :

Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L511.1 et suivants,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Les différents arrêtés et récépissés réglementant les activités de fonderie exercées par la société CBS, rue des jardins ouvriers à EU et notamment l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2001,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date 19 mai 2004,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 14 septembre 2004

La notification faite au demandeur le **20 SEP. 2004**

CONSIDERANT:

Que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et notamment son article 65 impose aux exploitants de certain type d'installation soumises à autorisation notamment au titre de la rubrique 2552 de la nomenclature des installations classées de respecter des dispositions relatives à la surveillance des eaux souterraines,

Que la société CBS qui exploite rue des Jardins ouvriers à EU une fonderie d'alliages d'aluminium dûment réglementée au titre de la législation sur les installations classées est concernée par cette disposition,

Qu'à ce titre l'exploitant devra procéder à la surveillance des eaux souterraines de son site au moyen de prélèvements et analyses effectués sur des puits piézométriques dont les emplacements auront été préalablement validés par une étude hydrogéologique,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRETE

Article 1 :

La Société C.B.S., dont le siège social est situé rue des Jardins Ouvriers à EU, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées relatives à la réalisation d'une surveillance des eaux souterraines de son site implanté à l'adresse précitée.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L514.1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 5 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à

l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement.

Article 6 :

Conformément à l'article L514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa parution.

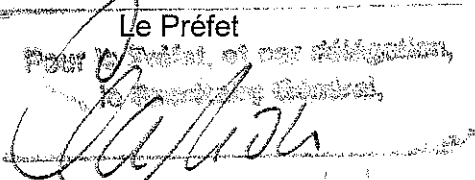
Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le Sous-Préfet de DIEPPE, le maire d'EU, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie d'EU

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet
Pour l'avis et pour délégation,

Claude MOREL

Prescriptions complémentaires
annexées à l'Arrêté Préfectoral en date du

C.B.S. – Groupe Aluthéa
Rue des Jardins Ouvriers
76260 Eu

N° SIRET : 331.302.992.00010

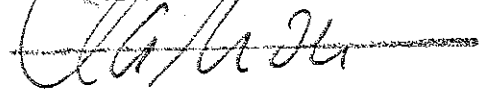
Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du :

ROUEN, le : 11 OCT. 2004

LE PRÉFET,

pour le Préfet, et par délégation,

le Secrétaire Général,



Claude MOREL

Les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2001 réglementant les activités de fonderie d'aluminium exercées par la société C.B.S. sur la commune d'EU sont complétées par la prescription suivante :

1. Le paragraphe 3.1. « PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU » est complété par le point 3.1.16. « Surveillance des eaux souterraines » :

Une surveillance piézométrique est mise en place sur le site. Elle doit permettre de caractériser le cas échéant une éventuelle pollution de la nappe due à l'activité actuelle exercée sur le site.

A cette fin :

- Deux puits au moins sont implantés : un puits en aval hydraulique des installations et un puit en amont. Leur implantation doit être conforme à l'étude hydrogéologique préalable. Si le contexte l'exige, un deuxième puits pourra être implanté en aval hydraulique du site.
- Une fois par semestre (périodes de hautes et basses eaux), le niveau piézométrique est relevé dans chacun des piézomètres, et des prélèvements sont effectués dans la nappe. Les prélèvements seront réalisés pendant la phase de marée basse afin d'éviter toute interférence avec les eaux saumâtres.

Les analyses seront réalisées sur des échantillons représentatifs des eaux souterraines avoisinantes. Elles porteront sur les paramètres suivants :

- pH,
 - température,
 - conductivité,
 - paramètres organoleptiques (couleur, odeur, turbidité,...),
 - balance ionique,
 - métaux totaux (chrome, nickel, cuivre, zinc, cadmium, mercure, plomb, arsenic, aluminium, étain, fer, etc ...),
 - chrome hexavalent,
 - composés organiques (phénols, organohalogénés (AOX), hydrocarbures totaux, Carbone Organique Total).
- Les analyses seront réalisées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement, selon les normes en vigueur.

- La fréquence des prélèvements et analyses pourra être révisée, en cas d'anomalie de fonctionnement ou de pollution constatée, à la demande de l'inspection des installations classées.
- Les résultats du suivi piézométrique sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des résultats antérieurs. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.
- Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités actuelles ou passées sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

PZ 2 : piézomètre "aval"

